

Après les écossais, les Catalans désavouent le projet européiste de démantèlement des États-nations



La consultation référendaire inconstitutionnelle organisée par la Généralité de Catalogne le 9 novembre dernier sur l'indépendance de la province catalane est l'un des jalons du projet d'« *Europe des régions* », promu par la Commission européenne, qui vise au démantèlement progressif et subreptice des États nations.

L'affaiblissement et, finalement, la disparition de toute structure politique suffisamment solidaire et forte pour s'opposer encore à la dictature de l'oligarchie en poste à Washington, Bruxelles et Francfort est en effet désormais l'un des objectifs prioritaires de la prétendue « *construction européenne* ».

Cette stratégie, vieille comme le monde, consiste à diviser pour régner. Ses motivations ultimes ne sont - bien entendu - jamais expliquées aux peuples d'Europe, ni par les européistes, ni par les grands médias à leur service.

Bien qu'absente des débats publics et présentée comme inoffensive lorsqu'elle est furtivement évoquée, cette politique de pulvérisation des États nations d'Europe est bel et bien en marche. En France comme ailleurs en Europe, ses promoteurs font feu de tout bois pour l'imposer aux peuples contre leur volonté, quitte à les mettre devant le fait accompli :

- tel a été l'objet du référendum - raté - organisé par le gouvernement français sur le Conseil unique d'Alsace en avril 2013,
- tel a été l'objet du référendum - raté également - organisé par les autorités écossaises sur la pseudo « indépendance » de l'Écosse en septembre 2014,
- telle est aussi la finalité du charcutage des nouvelles régions françaises, présentées par les européistes

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
comme étant à « *dimension* » ou à « *vocation* » européenne, et qui sont définies sans aucun soutien populaire,

- tel est encore l'objet des décisions du gouvernement français, prises en catimini, visant à affaiblir l'usage de la langue française dans les universités et la recherche, par la loi « *Fioraso* », et visant concomitamment, à promouvoir les langues régionales dans les écoles primaires, par la loi cyniquement dénommée « *refondation de l'École* ».

Fidèles au dogme européiste, - et se comportant donc en propagandistes de l'« *Europe des régions* » -, les grands organes de presse français ont présenté le résultat du référendum catalan du 9 novembre comme s'il s'était agi d'un grand succès pour les séparatistes, en passant sous silence tous les éléments qui démontrent justement le contraire.

Ce scrutin, organisé illégalement par les autorités de Barcelone, n'a pas bénéficié des garanties démocratiques qui auraient permis de rendre son résultat indiscutable :

- aucune liste électorale fiable n'a été établie – le corps électoral fluctuant entre 5,4 et 6,3 millions de votants – ce qui a permis quantité de fraudes avérées ;
- aucune commission électorale n'a été prévue ;
- le scrutin a été organisé, réalisé, surveillé, décompté et analysé par les seuls séparatistes ;
- aucun organisme international neutre n'a envoyé d'observateurs internationaux pouvant garantir la sincérité du scrutin ;
- enfin, lors de la campagne, les médias catalans ont réservé une part écrasante de leur temps d'émission aux thèses séparatistes, foulant aux pieds, comme tous les médias européistes, le principe d'équité et l'exigence de pluralisme politique à l'antenne et sur les ondes.

En outre, la participation – de 34% à 40% selon le corps électoral retenu – a été faible, alors qu'un raz-de-marée avait été annoncé par les séparatistes. Ces derniers n'avaient d'ailleurs pas ménagé leurs efforts pour gonfler artificiellement le nombre de votants potentiels, en accordant le droit de vote, pour l'occasion, aux 16 – 18 ans, aux « *Catalans de l'étranger* », notion difficile à définir, ainsi qu'aux étrangers. Lors des dernières élections régionales de 2012, 3,7 millions de Catalans se sont rendus aux urnes ; ce 9 novembre, 2,2 millions seulement.

Enfin, ramenés au nombre d'électeurs, les partisans d'une séparation totale de la Catalogne d'avec l'Espagne, ont représenté dimanche dernier entre 29% et 33% du corps électoral seulement. Le soutien des Catalans à l'indépendance est donc très largement minoritaire. Deux Catalans sur six se sont déplacés et 1,8 Catalan sur six a approuvé la politique séparatiste soutenue par le parti d'Artur Mas ou celui d'Oriol Junqueras. **C'est pourtant cela qui est présenté aux Français comme un « *pari réussi* », une « *mobilisation massive* » ou une « *nette victoire* » !**

De simples comparaisons permettent de mesurer l'ampleur de la déconvenue subie ce 9 novembre par les séparatistes catalans :

- Lors des élections de 2012, les Catalans ont accordé environ 2,1 millions de suffrages aux partis séparatistes aujourd'hui représentés au Parlement régional. **Sans compter tous les petits groupements indépendantistes qui n'ont pas obtenu de siège à Barcelone, le mouvement séparatiste a donc au moins perdu 300 000 électeurs en deux ans.**
- Lors des manifestations de la *Diada* (fête régionale du 11 septembre), cette année, certains décomptes des autorités catalanes avaient recensé 3,5 millions de participants, soit presque deux fois plus que les votes favorables à l'indépendance dimanche. **Où sont passés les 1,7 millions de manifestants manquants ?**
- À l'occasion du référendum d'autodétermination de la Crimée, qui s'est tenu le 16 mars 2014, 96,8% des votants ont choisi la voix de la réintégration à la Russie sur 83,1% des électeurs. La « *communauté*

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro internationale~~ » – c'est-à-dire les États-Unis et leurs satellites – et la presse française euro-atlantiste se sont pourtant empressées de dénoncer la tenue du référendum et n'ont guère salué un « *pari réussi* » pour Moscou ou une « *mobilisation massive* » à Simféropol ou Yalta.

Ce « deux poids deux mesures » opéré entre les résultats des référendums en Crimée et en Catalogne prouve à quel point les euro-atlantistes et les médias qu'ils contrôlent manipulent l'information sans vergogne. Mais à quel point aussi ces manipulations sont au fond inefficaces.